



APERÇU GÉNÉRAL

Au courant du mois d'août 2024, le système de monitoring de protection (déployés sur 30 territoires des provinces affectées par les conflits en République Démocratique du Congo) a rapporté environ **5 347** violations/abus des droits humains, dont au moins **252** homicides, **1 013** victimes de coups et blessures, **66** victimes de torture et traitements inhumains, **284** cas d'enlèvements/disparitions, **192** cas de travaux forcés, **558** allégations de VBG dont **238** allégations de viols et **98** allégations de violations graves aux droits de l'enfant. Les violations et abus rapportés concernent **14 209** victimes, dont **6 367** femmes, **7 258** hommes et **594** enfants.

Selon le Bulletin d'information du domaine de responsabilité Violences Basées sur le Genre (VBG), au cours du premier semestre 2024, 61 346 survivants de VBG ont été reçus dans les services de prise en charge holistique selon leurs besoins. Parmi ces personnes, les femmes et filles, constituent 89 % et 11% d'hommes. De plus, la province du Nord-Kivu regroupe la majorité des zones confrontées à une situation catastrophique en matière de risques de VBG.¹

Ci-après les faits marquants enregistrés dans la période :

- Dans la province de l'**Ituri**, la situation de protection a été marquée par un regain de l'insécurité et de la violence notamment dans les territoires de Djugu, Irumu, Mahagi et Mambasa. Tandis que les éléments de CODECO/URDPC et Zaire se sont particulièrement illustrés dans la commission d'abus aux droits humains dans le territoire de Djugu, ceux du groupe armé des Forces Démocratiques Alliées (ADF) ont manifesté leur activisme dans les territoires Irumu et Mambasa où, en dépit des opérations des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)/ Uganda People's Defence Force (UPDF), ils ont continué à commettre des abus sur les populations civiles.

- Il y a eu poursuite des affrontements entre le Mouvement du 23 mars (M23), d'autres groupes armés et les FARDC dans la province du **Nord Kivu**, notamment dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Lubero. Les attaques des ADF continuent au nord de Beni, dans le groupement de Batangi Mbau. De plus, une certaine accalmie a été observée sur certaines lignes de front, permettant des mouvements de retour progressifs des personnes au nord-ouest de Rutshuru et au sud-est de Masisi.
- La province du **Sud Kivu** continue d'accueillir des personnes déplacées internes en provenance du Nord Kivu à la suite d'affrontements entre le M23 et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et alliés le territoire de Masisi. Dans la partie nord du territoire de Kalehe, des problèmes de cohabitation entre les déplacés internes et les membres de la communauté hôte se posent en raison des conflits liés à l'accès à la terre et autres ressources qui sont devenues de plus en plus insuffisantes. La présence et l'activisme des groupes armés aurait entraîné l'accroissement de l'insécurité dans certaines localités des Hauts et Moyens Plateaux du territoire de Kalehe, y compris la partie nord de Kalehe.
- Dans la province du **Tanganyika**, la situation de sécurité et de protection a été caractérisé d'une part par la suite de l'activisme des milices et groupes armés sur quelques axes de la zone de santé de Kalemie et celle Nyemba ; et d'autre part on signale en même temps la reddition de certains éléments des groupes armés, à la suite de l'appel lancé à ces derniers par le Gouverneur de la province. La situation dans le territoire de Kongolo reste toujours préoccupante en raison de l'insécurité dans la province du Maniema qui occasionne de mouvement de population vers le territoire de Kongolo.
- Une criminalité grandissante perturbe les habitants de la province du **Kasaï** pendant que les miliciens Mobondos sont toujours actifs dans les provinces de **Mai-Ndombé, Kwango, Kwilu** et **Kinshasa** où des enlèvements, extorsions de bien, crimes atroces sont commis.

¹ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-bulletin-dinformation-du-gbv-aor-avril-juin-t2-2024-août-2024>





Aperçu des violations et abus des droits pour août 2024

Chiffres clés



Cas de protection individuels identifiés



44%
Violation du droit à la propriété



25%
violation du droit à la vie et l'intégrité physique



17%
violation du droit à la liberté



10%
violences sexuelles basées sur le genre



02%
violations de résolution 1612



01%
conflits fonciers



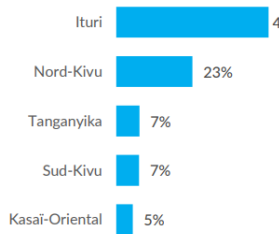
6.3M
PDI



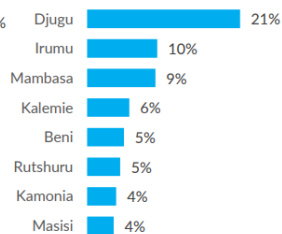
2.4M
PDI retournées



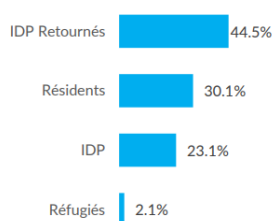
Violations et abus par province



Violations et abus: top 10 des territoires affectés



Violations et abus par statuts de victime



Profil des auteurs présumés



19%
Sont des forces de défense et sécurité nationales



46%
Sont des groupes armés nationaux



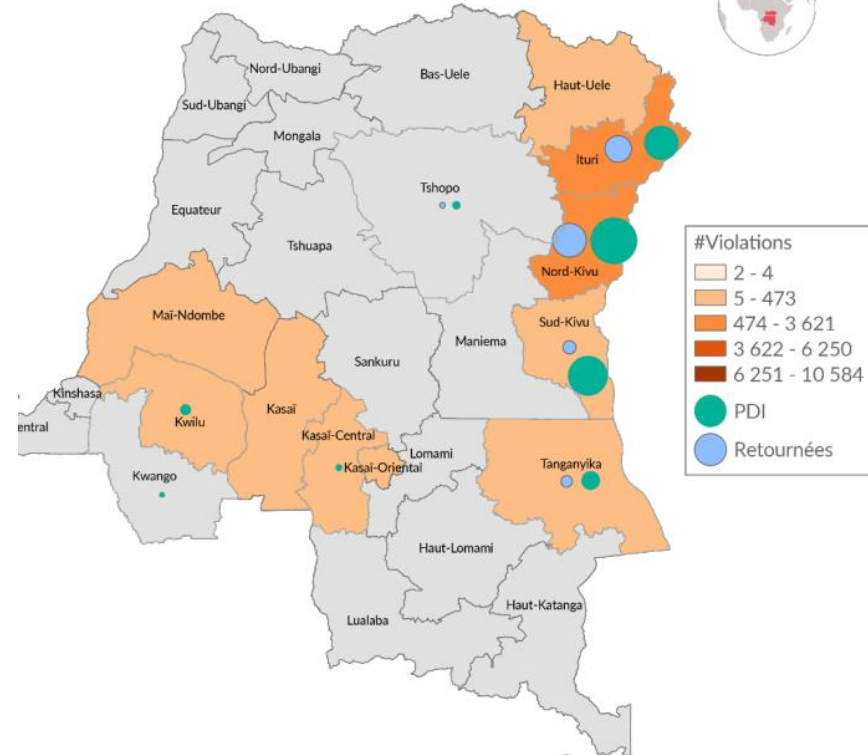
06%
Sont des groupes armés étrangers



26%
Sont des membres de la communauté ou d'autres civils



01%
Sont des autorités locales





PROVINCE DE L'ITURI ET HAUT-UELE²

Violations et abus des droits en août 2024							
Territoires	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la propriété	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Allégations des violations 1612	Allégations des violences sexuelles basées sur le genre	Total	%
Province de l'ITURI							
Aru	2	38	4	0	18	62	2
Djugu	274	560	179	8	98	1119	44
Irumu	44	293	127	0	59	524	20
Mahagi	45	337	53	3	62	499	19
Mambasa	93	89	79	7	10	279	11
Province de Haut-Uele							
Faradje	24	35	4	0	24	87	3
Total	482	1351	446	19	271	2 570	100

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection³ en Ituri et Haut Uele

- Durant le mois d'août 2024, ce sont **2,570** violations et abus des droits humains qui ont été documentés par les acteurs du monitoring de protection contre **953 cas** au mois de juillet 2024. Ces chiffres représentent une **augmentation de 1,617 cas** (169%) d'atteintes et de violations des droits humains, en comparaison à la situation qui a prévalu durant le mois de juillet 2024. Cette situation peut s'expliquer non seulement par la recrudescence de la violence dans les 04 territoires les plus affectés par la crise en Ituri mais aussi par une recrudescence des abus perpétrés contre les populations civiles dans plusieurs localités du territoire Irumu par les éléments des ADF lors de leur mouvement de fuite face aux opérations de la force mutualisée FARDC/UPDF dans ce territoire de la province de l'Ituri.

² Rapports hebdomadaires monitoring de protection, UNHCR & INTERSOS et diverses alertes, notes et Flash info reçus en août 2024

Outre cet élément, il convient de relever que les éléments des ADF ont également été auteurs de nombreux cas d'abus contre la population civile dans le territoire de Mambasa en réaction aux opérations de la force mutualisée FARDC/UPDF dans cette partie de la province de l'Ituri. Enfin, un incident de protection survenu dans la zone de santé de Tchomia le 31 juillet 2024 a eu des incidences qui se sont observées durant les premiers jours du mois d'août 2024. Il s'agit notamment des mouvements de populations forcés vers les territoires Mahagi et Irumu, avec plusieurs cas d'abus et de violations des droits humains documentés dans ces territoires durant cette période.

DJUGU

- Bien que les actes de violence observés le 31 juillet 2024 ait cessé pour laisser place à une relative accalmie, la situation de protection des civils demeurent préoccupante dans le territoire de Djugu en raison du fort taux d'abus et de violations des droits humains qui y a encore été enregistré durant le mois d'août 2024. En effet, le 19 août, un affrontement entre des éléments de l'Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URDPC) et ceux de la Force Patriotique Intégrationniste du Congo (FPIC) a eu comme conséquences le meurtre de 03 personnes et l'incendie de l'école dans le village Akuli en zone de santé de Kilo, à la limite du territoire de Djugu et Irumu.
- Des éléments armés de la CODECO/URDPC seraient auteurs de 37% d'abus des droits de l'homme enregistrés dans la province au mois d'aout, parmi lesquels des extorsions, pillages, travaux forcés...

A titre d'illustration, le 24 août, pendant plusieurs heures, ces éléments se sont rassemblés au village Bapu, dans la zone de santé de Drodoro, contraignant les motards au paiement d'une somme variant de 3,000 à 12,000 FC. Ils ont procédé de même dans les zones environnantes, créant une psychose au sein des populations.

IRUMU

- Le territoire Irumu reste marqué par les opérations de la force mutualisée FARDC/UPDF contre les éléments des ADF. Dans leur fuite vers les

³ SAR - Système d'Analyses et Réponses UNHCR





profondeurs des zones de santé de Komanda et de Boga, ainsi que vers la limite administrative entre la province de l'Ituri et celle du Nord-Kivu, ces derniers commettent de nombreux abus aux droits fondamentaux des populations civiles notamment dans la zone de santé de Komanda et sur la route nationale n°4. De même, les éléments du groupe armé Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) sont cités comme auteurs de plusieurs cas d'abus aux droits humains documentés. A titre d'illustration, le 11 août 2024, 05 pygmées à la recherche de vivres dans des champs auraient été enlevés par des présumés éléments des ADF dans la localité de Bobwa.

- Des présumés éléments de la FRPI seraient auteurs d'abus des droits humains sur les civils (coups et blessures, arrestations arbitraires et extorsions de biens) dans les zones de santé de Gety et une partie de celle de Boga.

Ceux-ci auraient tendu une embuscade sur la route contre une voiture qui serait en provenance de Bunia pour Boga, le 19 août. Au cours de cette embuscade ils auraient blessé des passagers du véhicule et pillé une somme de 306 dollars américains et 3 téléphones portables de 4 femmes et un homme.

MAMBASA

- En dépit des opérations de la force mutualisée FARDC/UPDF contre les éléments des ADF, ce groupe armé demeure particulièrement actif dans le territoire de Mambasa où il est auteur de plusieurs cas d'abus des droits humains commis sur les populations civiles qui sont régulièrement victimes d'enlèvements, extorsions au cours d'embuscades.

A titre d'exemple, au cours d'une embuscade, 2 femmes retournées qui se rendaient aux champs au village de Mambau, dans la zone de santé de Mandima, auraient été enlevées par ces présumés auteurs.

Le 26 août 2024, des présumés éléments armés des ADF ont fait une incursion dans la localité de Bahaha 1, dans la zone de santé de Lolwa. Au cours de cette incursion, les présumés éléments des ADF ont été auteurs des meurtres de 3 personnes, d'enlèvement de 14 autres, de

pillage et incendie de 8 boutiques, d'incendie d'une structure sanitaire, de 23 maisons, 24 motos et 1 véhicule.

- Dans la localité de Bahaha 1, des présumés éléments des ADF ont pillé des produits pharmaceutiques et commettent des enlèvements particulièrement des membres du corps soignant qualifiés, afin que ceux-ci soignent leurs éléments blessés lors des opérations militaires.
- Dans le village situé à environ 165 km à l'ouest de Mambasa dans la zone de santé de Nia-Nia, les populations sont exposées aux engins non explosifs. Le 18 août 2024, une grenade aurait explosé entre les mains de deux enfants résidents dont l'âge varie entre 12 et 15 ans dans un carré minier se trouvant à Muchachan ; l'enfant de 15 ans serait décédé sur le champ, tandis qu'un autre garçon d'environ 12 ans a été gravement blessé avec le pied gauche amputé.

MAHAGI

- Une inquiétude a fait suite à l'attaque des positions des militaires des Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) par des éléments du groupe armé ZAIRE du 31 juillet 2024. Craignant des probables représailles des militaires FARDC ou des éléments de Zaïre, une arrivée de près de 997 ménages des personnes a été observée dans le territoire de Mahagi, chefferie de Mokambu en provenance de Tchomia, chefferie de Bahema Banywagi, territoire de Djugu et Kasenyi, chefferie des Bahema sud, en territoire d'Irumu.
- En dépit des actions prises pour le renforcement du dispositif sécuritaire par les FARDC afin de réduire les capacités des groupes armés dans la zone de santé de Aungba et y ramener la sécurité, la situation demeure préoccupante dans les zones de santé de Logo, Kambala et Angumu⁴ où plusieurs cas d'abus ont été perpétrés sur les populations civiles par les éléments du groupe armé CODECO/URDPC qui tendent des embuscades contre la population, notamment dans la localité de Kingili (zone de santé d'Aungba), à Gotsi, localité située dans la zone de santé Kambala.

⁴ [Voir rapport mensuel Monitoring de Protection, Province de l'Ituri, Zones de santé de Angumu et Logo, Août 2024, Conseil Danois pour les Réfugiés \(DRC\)](#)





- La situation de protection des acteurs humanitaires devient de plus en plus préoccupante depuis le mois de mai 2024 du fait de cambriolages ciblant les bases, sous-bases, bureaux des organisations humanitaires, entreprises partenaires, résidences de certains humanitaires. Cette situation pourrait restreindre les mouvements des acteurs humanitaires dans la zone par crainte pour leur sécurité et ainsi exposer les bénéficiaires vulnérables au manque d'assistance.

Le 12 août 2024, dans le groupement Djupakanya de la chefferie des Alur Djuganda en zone de santé d'Aungba, deux (2) agents humanitaires en service ont été victimes de coups et blessures par des présumés bandits armés.

- Les populations de la localité de Yabatsi, à 8 km au nord de Kambala, au sein du groupement ADRA, dans la chefferie de Walendu-Watsi, zone de santé de Kambala, subissent des arrestations arbitraires et l'exigence de paiements d'amendes de la part de présumés éléments de la CODECO/URDPC.

A titre d'exemple, le 20 août 2024, il a été rapporté que des individus présumés éléments de la CODECO/URDPC auraient arbitrairement arrêté et imposé une amende de 18 USD à deux résidents.

PROVINCE DU NORD KIVU

Territoires	Violations et abus des droits en août 2024						Total	%
	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la propriété	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Allegations Violations 1612	Allégations VBG			
Beni	122	209	87	6	2	426	35	
Goma	3	29	42	3	20	97	8	
Lubero	21	28	16	0	3	68	6	
Masisi	59	35	141	25	48	309	25	
Nyiragongo	21	26	85	0	18	150	12	
Rutshuru	54	30	55	15	15	169	14	
Grand Total	281	357	426	49	105	1 219	100	

⁵ [Factsheet Lutte antimines aout 2024](#)

En août 2024, environ **1 219** violations/abus des droits humains ont été documentés par les acteurs du monitoring de protection dans le Nord Kivu. Une augmentation de plus de **401 cas (49%)** a été observée par rapport au mois de juillet avec **818** cas.

Le dernier rapport du Service de Lutte Antimines des Nations Unies (UNMAS)⁵ renseigne que les incidents causés par les engins explosifs improvisés (IED) ont connu une augmentation significative en 2024 avec une sophistication croissante des tactiques employées.

L'accès limité aux zones de conflit restreint l'action d'UNMAS sur le terrain.

BENI

- La présence d'éléments d'une coalition de groupes armés a continué de générer de l'insécurité à Beni. Des abus des droits humains sont toujours signalés et attribués aux éléments d'un groupe armé ; des meurtres de civils et la destruction de biens de civils sont enregistrés.
- Les attaques des ADF se poursuivent dans la zone de santé d'Oicha, notamment dans le groupement Batangi Mbau.

A titre d'exemple, les 9 et 10 août 2024, des ADF ont simultanément attaqué les villages Mukondi et Bayeti. Au cours de ces attaques 18 retournés ont été tués, 14 civils ont été enlevés au village Mukondi.

Le 12 août 2024, des ADF ont fait une incursion au village Mamove, où ils ont tué par balle 5 retournés qui se trouvaient pour les uns à leurs domiciles, pour d'autres dans la brousse alors qu'elles se rendaient aux champs.

- La coalition FARDC-UPDF contre un groupe armé continue d'avoir un impact sur la protection des civils ; une réduction des attaques a été constaté dans la zone de santé de Mabalako.

Le 27 août, la coalition FARDC-UPDF aurait remis 44 otages (24 enfants, 16 femmes, 4 hommes) de ce groupe armé aux autorités territoriales.





LUBERO

- La scission d'un groupe armé a déclenché de nouveaux affrontements et il a été noté le recrutement et l'utilisation de 8 enfants dans l'un de ces groupes armés dans le but d'étoffer leur rang, dans la période du 1^{er} au 9 août.
- Le 7 août, au sud de Lubero, environ 47 maisons appartenant à des civils auraient été incendiées par les éléments du M23, qui accusent la population du village de Ndwali d'héberger des membres d'un groupe armé rival. Ces attaques ont provoqué le déplacement d'environ 77 ménages vers des familles d'accueil dans la commune de Kanyabayonga.
- Des affrontements ont été enregistrés entre éléments de deux groupes armés locaux qui se disputent la perception de taxes zone de santé de Musienene.
- La présence d'engins explosifs de guerre dans les zones de combats continue de causer des victimes. Le 27 août, quatre enfants auraient été tués et deux femmes blessées par les éclats d'un engin explosif au village de Kikuvo, regroupement de Musindif.

MASISI

- Les affrontements entre le Mouvement du 23 mars (M23), d'autres groupes armés, et les FARDC se poursuivent dans le territoire, exposant les civils à diverses violations des droits de l'homme et provoquant des déplacements de populations et ce, malgré la trêve humanitaire.

La présence d'acteurs armés incontrôlés sur les routes de Masisi accroît le risque d'embuscades, accompagné d'autres violations des droits humains.

- Au centre de Masisi, la violation du caractère civil et humanitaire des sites continue dès le début du mois d'août. Du 2 au 7 août, au moins 14 incursions ont été enregistrées dans les différents sites. Au moins 27 huttes auraient été pillées et un homme PDI aurait été enlevé. Il aurait été libéré après le paiement d'une rançon.
- De même, sur l'axe Masisi, plus particulièrement dans le groupement Bapfuna, des entraves à l'accès humanitaire sont constatées.

- Le 4 août, 5 agents d'une organisation à base communautaire sensibilisant sur les thématiques des violences basées sur le genre (VBG) au groupement Bapfuna auraient été enlevés par des éléments d'un groupe armé. Ce groupe armé aurait ordonné la démolition de tous les points d'écoute, construits par cette organisation dans la zone et destinés à la prise en charge psychosociale des survivants.
- À Nyamitaba, des pillages de bétail (environ 50 vaches) par des groupes armés risquent d'aggraver un conflit intercommunautaire déjà latent sur les parties de Burungu et Nyamitaba, en groupement Bashali-Kaembe. Par crainte de représailles, environ 211 ménages de la zone se seraient déplacés préventivement vers Kitshanga, Busihe, et Masisi centre.
- Dans ce même groupement, des affrontements entre les éléments d'un groupe armé et d'autres groupes armés ont été signalés en fin de période, entraînant le déplacement d'environ 1 488 ménages de 7 440 individus vers différentes directions.

RUTSHURU

- Les affrontements ont repris sur l'axe Kiwanja-Ishasha, dans le groupement Binza. Selon différentes sources locales, les attaques auraient provoqué le déplacement d'un certain nombre de personnes vers l'Ouganda. Par ailleurs, des représailles graves perpétrées par les présumés éléments des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et M23 contre les civils continuent d'y être signalées.
- Les civils continuent de subir des représailles lors des incursions menées par des groupes armés, notamment dans le nord-ouest du territoire.

Cependant, un mouvement de retour est également observé à partir de la 3^e semaine du mois dans cette région, lié à une période d'accalmie relative dans les combats entre les différents groupes armés : Du 18 au 20 août, environ 307 ménages/1 535 individus, accueillis dans le village de Kighala, seraient retournés dans leurs villages d'origine. Ces familles avaient fui les affrontements de juin entre différents groupes armés.

- Au cours de la dernière partie du mois, entre le 23 et le 27 août, un retour progressif d'environ 770 ménages de 3 850 personnes s'est observé dans la partie nord du territoire, en raison d'une accalmie relative dans les zones de retour à Bundase, Ruza, Kabizo, en groupement Mutanda.





NYIRAGONGO et GOMA

- Une recrudescence de la criminalité alimentée par la prolifération des acteurs armés est constatée à Nyiragongo et à Goma.

A titre d'illustration, dans la nuit du 4 au 5 août, une centaine de maisons ont été pillées par des hommes armés dans cinq quartiers de la ville. Les portes de ces maisons auraient été détruites avant les pillages.

- Le caractère civil et humanitaire des sites de Goma et Nyiragongo est toujours compromis.

A titre d'illustration, le 4 août, deux personnes déplacées internes, dont une femme, ont été blessées à la machette lors d'une incursion dans le site de Rego dans la commune de Goma.

Le 20 août, des éléments d'un groupe armé auraient de nouveau fait irruption sur le site de Rusayo 2.

Au cours de cette incursion, un gardien d'une clinique mobile appartenant à une organisation non-gouvernementale internationale aurait été enlevé puis libéré le 22 août après le paiement d'une rançon.

En outre, des acteurs armés auraient mené des incursions dans les sites de Rusayo extension et Rusayo 1 les 25 et 28 août ; deux personnes ont été tuées au cours de ces incursions.

Il est à noter que ces données sont très loin de refléter la réalité car le monitoring de protection est très limité géographiquement. Des dispositions sont en cours afin de garantir une couverture plus large du monitoring de protection.

Au cours du mois d'août, **367** violations/abus des droits humains ont été documentés par les acteurs du monitoring de protection contre **324** cas au mois de juillet 2024. Ces chiffres représentent une augmentation de 43 violations/abus des droits humains, soit près de 13% en plus.

Plus de 58% des cas rapportés ont eu lieu dans le territoire de Kalehe suivi de celui d'Uvira (21%) et de Fizi (21%). Les PDIs et les résidents demeurent les plus affectés par ces abus/violations commis à 60% par des éléments armés Maï Maï.

KALEHE

- En début de période, les affrontements entre les FARDC et les éléments du M23 dans le territoire de Masisi auraient eu pour conséquence, entre autres, un grand mouvement d'environ **1 310 ménages** des PDIs en provenance du territoire de Masisi (Bitonga, Rubaya, Ngungu et Karuba). Ces PDIs ont été accueillis entre les 28 juillet et 08 août 2024 dans différents sites spontanés (Kisongati, Nyakagezi, Kaloba et Murambi) et d'autres ménages se seraient installés dans des écoles et des églises locales dans le groupement de Buzi.
- Une relative accalmie a été observée en début de période dans la partie nord du territoire depuis le déclenchement de la trêve entre FARDC et M23. Pendant la période de trêve, il y aurait eu, d'une part, un renforcement des effectifs militaires des deux côtés et, d'autre part, l'on a observé un retour de quelques organisations humanitaires, positionnées pour la continuité des activités d'aide humanitaire aux PDIs dans la zone de santé de Minova.
- Le 13 août, il a été rapporté un incendie qui a consumé près de 284 abris du site spontané de Bugeru. Ce site comptait 2 055 ménages venus de Masisi dans le Nord Kivu. Plusieurs biens matériels ont ainsi été consumés et la majorité des sinistrés présentaient des besoins en abris, articles ménagers essentiels.

PROVINCE DU SUD KIVU

Territoires	Violations et abus des droits en août 2024					
	Violation du droit à la propriété	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Violations 1612	Allégations VBG	Total
Fizi	26	12	29	1	10	78
Kalehe	78	45	45	31	14	213
Uvira	26	7	19	0	24	76
Total	129	64	93	32	48	367





- Les femmes et filles du territoire éprouvent des difficultés à vaquer aux travaux champêtres en dehors des domiciles, au risque d'être victimes de viols et autres exactions (extorsions, enlèvement, tortures, etc.).

Le 12 août, 4 filles 5 qui se rendaient vers une source d'eau, auraient été violées par des éléments d'un groupe armé. Dans le regroupement de Ziralo, trois femmes et une jeune fille auraient été attaquées par des présumés d'un groupe armé quand elles retournaient du champ dans un village du groupement de Ziralo, le 13 août 2024. Ces hommes armés les auraient violées et abandonnées sur place.

En outre, le 27 août 2024, une jeune fille aurait été violée et abusée sexuellement par des éléments d'un groupe armé, pendant qu'elle rentrait d'un champ, à l'Est de la cité de Minova en groupement de Buzi.

- Dans la partie nord du territoire de Kalehe, la cohabitation avec les membres de la communauté hôte est mise en mal du fait de la présence des personnes déplacées internes, arrivées depuis le mois de février 2023 et qui engendrerait des problèmes de cohabitation avec les membres de la communauté hôte, du fait qu'elles doivent se partager les ressources déjà insuffisantes pour elle-même avec les PDIs. L'on constate des conflits liés à l'accès à la terre pour les PDIs, des divergences entre ces dernières et les familles d'accueil à cause de l'accès aux services sociaux de base difficile pour les PDIs et désormais, pour la communauté hôte également. Le manque des moyens de subsistance oblige les PDIs à se ressourcer dans les champs des populations locales en recourant parfois au vol.

FIZI

- La présence des éléments armés/Wazalendo en tenues civiles, sur la partie littorale nord, dans la zone de santé de Nundu, ne rassure pas la population civile qui ne peut pas distinguer les éléments/Wazalendo aux voleurs à mains armées (coupeurs de route).
- Diverses sources rapportent le maintien de barrières payantes qui seraient érigées par les éléments armés/Wazalendo sur plusieurs axes des villages Ilakala, Munene et Pemba, secteur de Tanganyika.

Ceux qui ne payent pas la somme exigée (1 000 FC) se voient imposer des travaux. Des éléments armés seraient positionnés sur les différentes routes de desserte agricole, surtout les jours de marché, pour rançonner

en vivres et non vivres, la population exerçant le petit commerce et les travaux champêtres.

- Depuis plusieurs années, la population du territoire de Fizi et ses environs, est exposée à la présence des **restes de guerre non explosés**. Plusieurs villages des Hauts et Moyens Plateaux Plateaux, et ceux sur la partie littorale de ce territoire notamment Kilicha, Bwala, Rugezi, Bigaragara, Ilambo, Milimba, Mukera et d'autres localités ont été transformés en positions militaires à partir desquelles, se coordonnent des attaques des FARDC contre les groupes armés. Ce territoire à vocation agro- pastorale est marqué par des mouvements des civils, en particulier les femmes et les enfants, en quête des moyens de survie, ce qui les expose à des explosions des restes de guerre non explosés.

UVIRA

- Certains quartiers continuent d'être sous la menace d'hommes armés non identifiés qui ciblent des civils. A titre d'exemple, des inconnus armés auraient investi, le 4 août 2024, le domicile d'une résidente au Quartier Kakombe/Uvira et l'ont abattu. Cette pratique serait beaucoup plus en guise de règlements de compte issu des conflits fonciers.
- Plusieurs tensions dans la région se fondent sur le conflit foncier et intercommunautaire depuis plus d'une décennie. En fin de période, une tension s'est observée dans la cité de Sange sur la RN5, où la population a manifesté contre une décision des autorités locales qui auraient octroyé des espaces de terre dans un quartier de Sange à certaines personnes vivant à l'étranger, alors que lesdits espaces appartiendraient aux particuliers, qui d'ailleurs possèderaient des titres de propriété. Consécutivement à cette situation, les activités socio-économiques avaient été paralysées, des civils gravement blessés et quatre maisons incendiées.
- Des cas d'enlèvements, d'extorsions des biens et d'abus sexuels sont documentés, plus précisément sur le tronçon Rubanga-Nyamutiri-Bwegera-Lemera, où la présence permanente des éléments d'une faction d'un groupe armé dans les périphéries de ces villages inquiète les habitants et beaucoup plus ceux qui fréquentent le marché de Rubanga.





PROVINCE DU KASAÏ

Province	Violations et abus des droits en août 2024					Total
	Conflits fonciers	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la propriété	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Allégations VBG	
Kasai	5	19	61	67	67	189

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection⁶

KASAÏ⁷

- En dépit du nombre d'incident qui est à la baisse par rapport à la période précédant, la situation de protection ne s'améliore pas dans la province du Kasai où l'on note toujours la recrudescence des violations de droits humains, notamment des cambriolages dans la ville de Tshikapa et ses environs, qui seraient commis par des hommes identifiés en uniforme de la police et de FARDC sèment la terreur dans la ville de Tshikapa en s'introduisant dans les domiciles des particuliers la nuit. Non seulement les victimes sont dépouillées de leurs biens, mais les présumés malfrats procèdent également aux actes de tortures, viols des femmes et filles qu'ils trouvent dans les maisons visitées.
- La commune de Kanzala est restée l'épicentre de ces exactions au courant du mois d'août, suivie de Dibumba¹, Mabondo, etc. Cette situation inquiète les habitants, étant donné que la montée de l'insécurité dans la ville est exponentielle. Aucune mesure évidente prise par les autorités n'est observée pour préserver la sécurité de la population et leurs biens. A Kanzala, plusieurs incidents ont été relevés.
- Dans les territoires de Kamonia et Luebo, la présence des coupeurs de routes et des bandits armés est signalée. Ces derniers ont commis des braquages et porté atteinte à l'intégrité physique des personnes sur

plusieurs axes, par exemple, le 03 août 2024 sur le tronçon Sha Mutoma et la bifurcation de Mungamba, non loin de Kamonia cité.

- Dans le territoire de Luebo, secteur de Luebo Lulengele, un trafiquant de diamant a été abattu et ses biens emportés le 06 août entre le village MUANYIKI et le Groupement BAKUA META. Plusieurs cas de meurtres sont enregistrés dans les mêmes circonstances sur ce tronçon dans les mêmes circonstances.
- A Nsumbula, dans la zone de santé de Kamonia, l'insécurité causée par des bandits persiste. Ces derniers s'en prennent aux femmes qui se rendent au champ.
- Kamako** : En août, 1 116 Congolais ont été expulsés de l'Angola à travers le poste frontalier de Kamako. L'on note aussi le retour spontané en RDC de Congolais en situation irrégulière en Angola.

PROVINCES DU KWANGO, KWILU, MAÏ-NDOMBE

Provinces	Violations et abus des droits en août 2024					Total
	Conflits fonciers	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la propriété	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	VBG	
Province du KWILU						
Bagata	0	0	39	15	3	57
Province du MAÏ-NDOMBE						
Kwamouth	0	0	24	21	5	50
KINSHASA						
Maluku	0	7	39	29	12	87
Total	0	7	102	65	20	194

KENGE et POPOKABAKA (province KWANGO)

- Les miliciens Mobondo et le banditisme urbain sont les principaux facteurs d'insécurité dans la province. Les miliciens opèrent dans les

⁶ SAR - Système d'Analyses et Réponses UNHCR

⁷ Rapport mensuel de monitoring de protection Kasai mois d'août 2024 UNHCR et Kadima Foundation





territoires de Kenge et Popokaba alors que le banditisme urbain augmente dans la ville de Kenge et les cinq territoires.

- Des groupes de bandits dénommés Kulunas et repartis en sous-groupes opèrent dans des communes où ils sèment la terreur auprès des populations. Les miliciens Mobondos confisquent les biens, prennent en otage ou tuent des civils. A Popokabaka (Kwango), le 24 août, un Directeur de l'école primaire et un notable du village Ipongi ont été enlevés par des miliciens Mobondo et leur situation reste inconnue.
- Le territoire de Popokabaka, des miliciens Mobondo ont occupé le village KABAMA le 1^{er} août. Cette situation a entraîné le déplacement d'une grande partie des habitants de ce village vers la mission de bukangalonzo (secteur de BUKANGALONZO). D'autres habitants ont été empêchés par les miliciens de quitter le village. Des assaillants Mobondo auraient abusé sexuellement 8 femmes dont 3 filles et plus de 5 personnes seraient tuées, toutes de la tribu Teke. Cette localité reste occupée totalement par des miliciens Mobondo.
- Dans le même territoire, le 15 août, le Centre de Santé Lusanga situé à 25 kilomètres de la cité de Popokabaka a été visité par des présumés miliciens. Les infirmiers qui s'y trouvaient auraient été molestés et dépouillés par les assaillants. Ce centre de santé a été fermé car les prestataires ne s'y sentaient plus en sécurité. La population de cette localité devra désormais se rendre à Popokabaka, cité à 25 Km, pour des soins.
- Le secteur de Bukangalonzo, commune rurale de Pont Kwango, territoire de Kenge, reste le théâtre des exactions commises par des miliciens Mobondo et des éléments des FARDC : meurtre de motards les 22 et 23 août dans la cité de Pont Kwango.
- Dans le Secteur de Bukangalonzo (Kenge), des miliciens Mobondo auraient décapité une femme dans le champ le 03 août 2024.
- Au village Kingala, toujours dans le secteur de bukangalonzo, un véhicule est tombé dans une embuscade des assaillants Mobondo le 04

août. Ce véhicule, ainsi que tous les passagers auraient été pris en otage, ramenés au village TASHO, quartier général des miliciens Mobondo, puis libérés le jour suivant après le versement de la somme de 2,000,000 FC.

KWAMOUTH (province MAI-NDOMBE)

- Les résultats d'une évaluation rapide multisectorielle conduite du 20 au 25 août 2024 par OCHA et quelques partenaires (Canacu, Cause Rurale, etc.)⁸ dans la Zone de santé de Kwamouth, dans des villages situés sur la route nationale numéro dix-sept (RN17), confirment la présence de 20.933 personnes dont 13.713 sont des déplacés et 7.220 des retournés entre la période de mi-mai à août 2024. Les personnes déplacées sont regroupées dans Camp Banku et Masiambio provenant de plusieurs villages environnants où persistent des activités des miliciens Mobondo. Ces personnes déplacées n'envisagent pas retourner dans leurs villages respectifs par crainte de la continuité des facteurs d'insécurité. Les personnes retournées sont dans les villages dits Nganda Bangala à partir de mi-mai 2024 à la suite du renforcement de la présence des éléments de l'armée congolaise le long de ce tronçon routier ; ce qui a suscité un sentiment de sécurité et protection des populations civiles et de leurs biens. Les besoins exprimés par ces personnes vulnérables qui sont en majorité hébergées dans des familles d'accueil, sont des besoins multisectoriels importants en termes d'abris, articles ménagers essentiels, intrants de relance de la production agricole, soins médicaux, eau potable et protection.
- Dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe), dans un village nommé « Tubankita » situé à environ 20Km de Kinsele sur la RN17, deux convoyeurs qui gardaient un véhicule en panne ont été enlevés par des présumés miliciens Mobondo le 24 août 2024.

Les 14 barrières érigées sur la route nationale numéro 17 entre Mongata et Ngandambo dans le territoire de Kwamouth demeurent une véritable source de tracasseries pour les usagers de cet axe routier. Les FARDC

⁸ <https://ehtools.org/uploads/brochures/1481.pdf>





qui les ont érigés y fouillent systématiquement les voyageurs dans le but de leur soutirer de l'argent.

- Un véhicule qui quittait Kikongo pour Bukanga lonzo a été confisqué par des miliciens en vue d'acheminer leurs produits le 11 août dernier. 17 femmes et une trentaine d'hommes seraient pris en otage et, 5 personnes parmi eux tués par les ravisseurs. Des otages ont été libérés une semaine après. Les femmes seraient sexuellement abusées par les ravisseurs.

Bandundu & Bagata (province Kwilu)

- Dans la zone de santé de Kikongo, groupement Kisia, l'activisme des miliciens Mobondo sur les limites entre les provinces de Kwilu (territoire de Bagata/secteur de Wamba) et Kwango (territoire de Kenge/secteur de Bukanga Lonzo) inquiète. L'axe Fatundu-Kikongo-Bukanga Lonzo dans les groupements Kisia et Fambembe devient trop dangereux. Des miliciens Mobondo y commettent plusieurs exactions sur les civils qui utilisent cet axe routier. Ils ravissent les biens des usagers de cette voie, y compris des véhicules ; certaines personnes sont sommairement exécutées.

Maluku (province KINSHASA)

- Dans la commune rurale de Maluku, village Ipungu, aire de santé Dumi, deux personnes ont été enlevées par des miliciens Mobondos le 06 août 2024. L'une des victimes s'est échappée, mais le corps sans vie de son compagnon a été retrouvé gisant au sol le 08 août par les militaires qui étaient partis le secourir après avoir été alertés par le rescapé.

Un autre cas de meurtre perpétré par des assaillants mobondos a été signalé le 20 août 2024 au village Kibirika situé à 18km de Dumi. Un homme d'environ 40 ans a été surpris au champ par des miliciens qui l'ont décapité après l'avoir dépouillé de tous ses biens. Le corps sans vie de la victime a été retrouvé abandonné au champ.

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par les partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels. Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

